Retour aux fondamentaux

Back to Fundamental

Claude Freud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/16676>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.16676

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 8 septembre 2011

Pagination : 353-367

ISBN : 978-2-7132-2298-6

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Claude Freud, « Retour aux fondamentaux », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 202-203 | 2011, mis en ligne le 27 octobre 2013, consulté le 20 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/16676> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.16676>

Ce document a été généré automatiquement le 20 juin 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Retour aux fondamentaux

Back to Fundamental

Claude Freud

- 1 En ces temps où la mondialisation a triomphé, les économistes ont déserté le champ du développement. S'il fallait en administrer la preuve, elle se trouverait dans le peu de contributions d'économistes dans ce numéro des *Cahiers* sur le développement. Ayant intériorisé le dogme suivant lequel la main libre du marché gouvernait l'économie, ils ne trouvent plus d'impératif à intervenir dans la marche de l'économie et ont choisi de discourir sur le concept de gouvernance (l'intervention de l'humain dans l'économie), domaine où ils se trouvent à concurrencer les anthropologues.
- 2 Il faut revenir au point focal du développement : l'investissement, qui a longtemps été supporté par l'aide extérieure. Avec la crise mondiale, les apports extérieurs sont en train de fondre drastiquement, il faut subséquemment revenir à des sources endogènes d'accumulation. Celles-ci proviendront des marges que les pays sous-développés pourront dégager de leurs productions de matières premières et des choix de types de développement. C'était le débat engagé par les économistes russes dans les années de construction du socialisme, c'était celui des années 1960, au moment des Indépendances des ex-pays colonisés.
- 3 Le drame des pays du Tiers-Monde réside dans l'insuffisance des recettes des États, qui ne leur permet pas d'accumuler pour investir. Cette insuffisance de recettes, liée au niveau très bas des prix des exportations agricoles africaines, est la conséquence de la politique des prix des pays développés qui, d'une part, subventionnent leurs productions agricoles concurrentes de celles des pays en voie de développement (PVD) (sucre, coton, bananes) et, d'autre part, pèsent à la baisse sur le prix d'achat de produits agricoles (café, cacao, caoutchouc, bois tropicaux) dont ils ont le monopole de la transformation.
- 4 Les économies africaines, qui sont celles qui dépendent le plus de l'exportation des produits agricoles, devraient pouvoir tirer des ressources suffisantes pour leur croissance si les prix des matières premières étaient réévalués. Pour cela, il faut que la

communauté internationale accepte de payer les matières premières à un juste prix¹ correspondant à leur coût de production et non à un prix de vente à perte.

- 5 La communauté internationale doit prendre conscience du fait que les prix des matières premières ont subi une forte dégradation ces dernières années, et que cette dégradation a été l'une des causes majeures de la crise économique en Afrique subsaharienne. Il faut, non seulement enrayer cette dégradation, mais relever le niveau des prix, pour permettre aux États de dégager les ressources nécessaires pour investir en vue du développement.
- 6 Le marché mondial a connu une baisse des prix sur le long terme dans la dernière période, et non, comme certains le pensent, des déséquilibres passagers. Une observation des prix des matières premières sur une longue période permet de montrer que ceux-ci suivent un cycle d'une cinquantaine d'années et non des cycles courts de trois à quatre ans. La dernière phase du cycle a été catastrophique pour les prix, qui ont connu une baisse de plus de la moitié de leur valeur par rapport à la totalité du cycle.
- 7 Par ailleurs, il n'y a pas de commune mesure entre les pertes dues à la détérioration des termes de l'échange et les apports des bailleurs de fonds internationaux au titre de l'aide au développement. Et plutôt que de dispenser une aide se révélant le plus souvent inefficace, la communauté internationale ferait mieux de payer les matières premières à un prix plus élevé.
- 8 La détérioration des termes de l'échange des produits primaires originaires des pays du Tiers-Monde, qui était l'une des bases de la théorie du sous-développement dans les années 1960-1970, est contestée à l'heure actuelle par les tenants de la mondialisation. Le discours, qui peut être entendu dans les instances d'aide au développement, part du postulat que le prix courant des matières premières est le prix du marché, prix fixé à partir du coût de production du producteur le plus compétitif ; et que les concurrents n'ont qu'à aligner leurs prix en baissant leurs coûts de production. Le même discours décrète que tout prix fixé au-dessus du prix courant est une rente, que cette rente est injuste pour le consommateur des pays développés et inopérante pour le producteur des pays du Tiers-Monde, car elle est confisquée par ses dirigeants ou gaspillée dans des investissements improductifs.
- 9 On a pu aussi entendre dire qu'il n'y a pas eu de détérioration des termes de l'échange. Pourtant, personne ne peut nier qu'à certaines périodes, le prix fixé par le marché est bien en dessous des coûts de production du producteur le plus compétitif — il en a été ainsi en 1986 pour le coton ou en 1992 pour le café. Une telle situation serait inacceptable si elle devait être étendue aux produits industriels. Il est pour le moins étrange de trouver que ce qui est bon pour les produits industriels soit impensable concernant les produits agricoles. Le propos devient paradoxal lorsque les mêmes veulent tout à la fois supprimer la pauvreté dans les pays du Tiers-Monde par l'élévation du revenu des producteurs et, en même temps, que le consommateur des pays développés paie moins cher ses approvisionnements.
- 10 Un autre argument avancé est que le prix du marché s'applique tout autant aux productions des pays développés, et qu'il n'y a pas de raison particulière pour que les productions des pays du Tiers-Monde soient protégées. Cette comparaison avec les pays développés ne serait valable que si, toutes choses égales par ailleurs, on tenait compte des subventions de toutes sortes que les producteurs des pays développés reçoivent.

- 11 Or, en additionnant le prix du marché et les subventions provenant des impôts — que nous pouvons considérer comme un complément du prix des matières premières payé par le consommateur américain ou européen — on voit bien que ces derniers finissent par payer les produits des pays au climat tempéré au prix correspondant aux coûts de production et non au prix du marché.
- 12 L'argument selon lequel il n'est pas prouvé qu'il y ait eu détérioration des termes de l'échange, est contredit par l'analyse raisonnée du mouvement des prix réels des matières premières sur la période écoulée depuis la Seconde Guerre mondiale.
- 13 À défaut de la connaissance des contrats de vente, qui restent du domaine de la confidentialité, car ils sont personnalisés — primes de fidélité, primes de qualité, ce qui fait qu'il n'y a pas vraiment un prix de référence unique —, nous avons pris les séries sur les prix des matières premières publiés par les organisations professionnelles internationales, même si ces séries se recoupent malaisément. Certaines séries dressent la moyenne des prix de campagne de commercialisation qui diffèrent de la moyenne des prix annuels. Les séries cotées en dollars divergent des séries traduites en euros, suite aux variations des taux de change et aux différentiels d'inflation. Les cotations de New York sont différentes de celles de Londres ou du Havre. Aussi, ces séries doivent-elles être homogénéisées. Pour cela, nous avons pris la moyenne annuelle des prix sur l'année civile, cotés en cents courants par livres, que nous avons traduits en euros constants par kg, en tenant compte des moyennes annuelles du taux d'inflation en France et aux États-Unis et du cours du dollar. Si l'on se réfère à la théorie des cycles économiques, on peut observer que sur la période 1947/1948 à 1998/1999, l'économie mondiale a connu un cycle économique de type Kondratiev, de même ampleur que les cycles antérieurs, qui se sont succédé depuis le début de l'ère industrielle :
- 14 1789-1814 : croissance accélérée
- 15 1815-1840 : récession
- 16 1840-1872 : croissance accélérée
- 17 1873-1898 : récession
- 18 1899-1929 : croissance accélérée
- 19 1929-1946 : récession
- 20 La première partie du cycle — les années 1947/1973, appelées les Trente glorieuses par Fourastié — a été suivie par une seconde partie marquée par la récession avec un taux élevé de chômage, une croissance faible ou même négative jusqu'en 1998/1999.
- 21 Les prix des matières premières, pendant cette période, ont connu quatre phases, comme le décrit W. C. Mitchell (Samuelson 1964 : 221), qui distingue quatre phases dans un cycle économique : une phase de croissance entre 1947/1948 et 1959/1960, une phase de fléchissement entre 1960/1961 et 1972/1973, une phase d'accroissement entre 1973/1974 et 1985/1986, une phase de contraction entre 1986/1987 et 1998/1999.
- 22 Si l'on en croit la théorie, un nouveau cycle Kondratiev aurait dû redémarrer à l'aube du troisième millénaire, qui aurait vu les prix des matières premières se raffermir comme cela s'annonçait avec l'augmentation du cours du pétrole en l'an 2000. Les événements du 11 septembre 2001 en ont décidé autrement. La guerre en Irak a retardé le retournement de tendance, semblablement à ce qui s'est passé avec la Seconde Guerre mondiale qui avait allongé la dernière phase du cycle Kondratiev précédent. Il semblerait qu'on assiste en 2007 à un redémarrage d'une nouvelle phase.

- 23 Le découpage proposé n'est pas tout à fait exact, en effet pour le café, le retournement de tendance s'est fait en 1976 et non en 1973. En revanche, il est significatif pour les deux autres matières premières. Les années 1960, 1973, 1986 semblent bien être des années de retournement de tendance.
- 24 Pour illustrer notre thèse, la dernière phase de contraction : 1986-1999, que nous prolongerons jusqu'en 2006, sera comparée à la totalité du cycle : 1948-2006, correspondant à deux phases de croissance et deux phases de fléchissement.
- 25 Les exemples choisis concernent un pays : la Côte-d'Ivoire et les trois produits générant le plus de recettes d'exportation pour ce pays : le cacao, le café et le coton. Le café et le cacao cultivés dans les pays tropicaux sont des cultures pérennes ; le coton, cultivé aussi dans les pays tempérés, est une culture annuelle. Le relevé des prix des trois spéculations a été actualisé en euros constants de 2007.
- 26 On peut voir pour les trois produits que la période 1948-1959 a été faste et que les prix ont été élevés du fait que, pendant la guerre 1939-1945, les productions s'étaient effondrées suite à une demande insuffisante, alors que la période de reconstruction après guerre a vu la demande s'accroître sans que l'offre puisse suivre. À cette situation de pénurie structurelle se sont ajoutés les effets conjoncturels de la guerre de Corée qui ont pesé à la hausse sur les prix.
- 27 La période suivante 1960-1972 a connu un rééquilibrage des prix, grâce à la révolution verte, préparée pendant la période précédente et qui a permis de desserrer les contraintes de production.
- 28 La période 1973-1985 a vu les prix repartir à la hausse suite au premier choc pétrolier : les prix des matières premières se sont envolés à l'instar de celui du pétrole.
- 29 Enfin, la période 1986-2006 a été une période noire avec l'effondrement des prix des matières premières, lié à la marginalisation des pays du Tiers-Monde, qui n'étaient plus l'enjeu de la guerre froide et qui avaient perdu des marges de manœuvre dans le cadre de l'ajustement structurel auquel ils étaient soumis.
- 30 Si l'on compare les moyennes de prix CAF par kg² pour les différentes périodes, on assiste bien à une détérioration des prix de plus de 50 % sur la période. Ainsi, pour le cacao, la moyenne sur la période étudiée 1948-2006 est de 3,55 €, alors que la moyenne sur la dernière période 1986-2006 n'est plus que de 1,43 €. Pour le café, la moyenne sur la période étudiée 1948-2006 de 4,35 € tombe sur la dernière période 1987-2006 à 1,75 €. Pour le coton, la moyenne sur la période étudiée 1948-2006 de 3,49 €, et n'est plus sur la dernière période 1986-2006 que de 1,70 € (voir schéma p. suiv.).
- 31 Ce qui est en question n'est pas la baisse des prix, mais son amplitude. L'objectif des projets de développement étant l'augmentation de la productivité, il va de soi que cela peut se traduire par une baisse des prix. Autrement, on pourrait craindre qu'un pays qui continuerait à voir ses produits achetés au même prix, ne soit pas incité à s'engager dans un processus de modernisation. Toutefois, les progrès de la productivité ne devraient pas bénéficier au seul consommateur, le producteur doit lui aussi tirer avantage de ses efforts de productivité. La question qui se pose alors, est la clé de répartition des bénéfices de la productivité entre le producteur et le consommateur.
- 32 Ce problème est analogue dans les pays développés. En se référant à l'exemple des États-Unis, on pourra voir comment ce partage s'est réalisé. Cela nous donnera une estimation du niveau acceptable de la baisse des prix des matières premières.

- 33 Au cours de la période 1982-1999 les revenus nets³ des fermiers américains sont passés de 23,8 milliards de dollars courants à 48,11 milliards, ce qui, compte tenu d'une inflation de 66 % des prix aux consommateurs, représente un gain de 21 %. Si l'on prend en considération l'augmentation des surfaces cultivées de 3 %, l'augmentation du revenu des agriculteurs a donc été de 18 % par unité de surface.
- 34 Pendant cette même période, les gains de productivité ont été de 28 %. Il s'ensuit que seule une partie des gains de productivité, égale à 18 %, a été répercutée sur le revenu des producteurs, l'autre partie, correspondant à 10 %, peut être considérée comme un bénéfice consommateur. On peut donc dire, toutes choses égales par ailleurs, que les progrès de la productivité peuvent justifier une baisse de 10 % du prix des matières premières, pour cette période, chiffre bien inférieur à la détérioration des deux tiers des prix que nous avons relevée plus haut.

- 35 Si le fermier américain a pu voir son revenu augmenter, malgré cette baisse des deux tiers du prix des matières premières, en monnaie constante, sur le marché mondial, c'est bien parce qu'il a bénéficié de subventions de l'État. Ainsi, en 1993, la subvention américaine aux producteurs de coton s'élevait à 0,53 \$/kg, ce qui représentait 40 % du prix du coton sur le marché international⁴.

Une étude de cas : la Côte-d'Ivoire

- 36 On peut, ainsi, calculer la perte de substance subie par un pays du fait de la détérioration des termes de l'échange et les conséquences qui ont pu en découler. Ce qui est arrivé à la Côte-d'Ivoire en est un bon exemple. La comparaison de la dernière période : 1986/2006 avec celle de la période étudiée 1948/ 2006, montre que le kg de cacao a perdu 2,14 €, le café 2,60 €, et le coton 1,79 €, sur la dernière période.

- 37 Le manque à gagner pour la Côte-d'Ivoire s'élève à 3,6 milliards d'euros par an pour ces trois productions, à savoir 2,782 milliards d'euros pour 1 300 000 tonnes de cacao, 0,576 milliard d'euros pour 225 000 tonnes de café, 0,259 milliard d'euros pour 145 000 tonnes de coton fibre.
- 38 Même s'il est tenu compte d'une baisse des prix de 12,5 % sur la dernière période, par référence à l'équivalent de la baisse des prix sur les produits agricoles observée aux États-Unis, la perte s'élève encore à 3,15 milliards d'euros par an.
- 39 Cette perte est sans commune mesure avec les 0,20 milliards d'euros de l'Aide publique au développement (APD) que la Côte-d'Ivoire reçoit chaque année. Cette somme, si elle avait été perçue par la Côte-d'Ivoire aurait permis de régler sans difficulté les 0,35 milliard d'euros annuels du service de la dette que la Côte-d'Ivoire a du mal à honorer. On peut voir que ce manque à gagner de 3,15 milliards d'euros est inférieur à ce qu'auraient été les rentrées de la Caisse de Stabilisation en période faste, si on se souvient qu'en 1978 elles s'élevaient à 2,2 milliards d'euros, avec des productions de cacao et de coton deux fois plus faibles.

Une autre étude de cas : le Cameroun

- 40 Si on se réfère à l'évolution des revenus des paysans producteurs de coton au Cameroun sur la période 1981/2001, on peut voir qu'elle a été fortement négative. En francs CFA constants, le revenu net au kg de coton graine produit a diminué de 2,4 fois par rapport à 1980-1986, passant d'une moyenne de 800 FCFA/kg à 330 FCFA/kg.

COMPTE COTON (KG)

En FCFA constant 1999	82/83	84/85	86/87	88/89	90/91	92/93	94/95	96/97	98/99	01/02
Prix achat graine	374	374	322	269	197	171	186	189	189	183
Équivalent fibre	951	956	812	651	478	408	454	459	467	441
Intrants	- 138	- 140	- 130	- 126	- 125	- 122	- 82	- 100	- 133	- 139
Revenu net	813	816	682	525	353	286	372	359	334	302

- 41 Ceci aurait dû décourager les paysans de continuer à produire du coton, mais cela n'a pas été le cas, car ils se trouvent dans une situation où il n'y a pas d'alternative à la culture du coton pour se procurer des revenus monétaires. C'est la détérioration des termes de l'échange subie !

Un rééquilibrage des prix ?

- 42 Nous assistons, à l'heure actuelle, à un retournement de la tendance baissière du prix des matières premières agricoles. La flambée des prix des matières premières en 2007 et au cours de la première moitié de 2008 a vu le cours du cacao en dollars doubler, celui du café augmenter de deux tiers et celui du coton d'un tiers. Mais, en fait, compte tenu de la dépréciation du dollar, le prix du cacao n'est passé que de 1,13 € à 1,68 €, celui du café de 1,22 € à 1,59 €, et celui du coton de 1,04 € à 1,09 €. On peut voir qu'on est encore loin du compte !

- 43 La hausse du prix des céréales a été plus conséquente, ainsi le prix du riz à l'exportation a été multiplié par trois entre 2006 et 2008. Certains analystes ont imputé cette hausse à une insuffisance de la production dans le droit fil de la théorie malthusienne⁵. Or, ce n'est pas la pénurie de grains qui en est la cause, étant donné que ces dernières années, le taux de croissance de la production mondiale de grains, est plus élevé que le taux de croissance de la population.
- 44 L'amplitude du phénomène à court terme est due principalement à des mouvements de spéculation qui ont joué sur le fait que les stocks étaient à un niveau bas, conséquence de la politique agricole commune (PAC) qui a imposé des jachères obligatoires en Europe — 10 % des terres cultivées — et de la politique énergétique qui a favorisé les biocarburants aux États-Unis. C'est l'effet opposé à celui de la baisse du prix des matières premières, qui n'est pas nécessairement la résultante de gains de productivité, mais est le plus souvent l'objet de manœuvres de spéculation sur des stocks excédentaires.
- 45 Si on analyse la séquence des prix des brisures de riz, en provenance de Thaïlande au Sénégal, depuis 1960, on peut noter que les prix d'importation en euros constants de la brisure de riz, tout comme celui du riz entier, étaient deux à trois fois plus élevés avant 1986 et que les prix à la consommation de la brisure de riz en francs CFA constants au Sénégal ont baissé d'environ 30 % à partir du milieu des années 1980.

PRIX D'IMPORTATION DU RIZ THAÏ ET SON PRIX DE VENTE AU SÉNÉGAL

	Riz thaï (entier) Prix FOB kg/€ Constant 2007	Riz thaï (brisures) Prix FOB kg/€ Constant 2007	Riz thaï (brisures) Prix vente kg/FCFA Constant 1961
1961-1984	0,82	0,52	30,0
1985-1998	0,85	0,33	22,5
1999-2007	0,23	0,18	19,4
2008	0,37	0,29	21,4

- 46 On n'a pas assisté à des émeutes de la faim dans le Tiers-Monde, contrairement à ce que disaient de nombreux médias, mais à des émeutes de la pauvreté. Les masses populaires n'ont plus les moyens de s'alimenter, non pas parce que les aliments sont rares, mais parce que leurs revenus ont diminué suite aux politiques d'ajustement structurel des années 1990, et ce, même si les prix des aliments ont baissé en valeur absolue.
- 47 En 1967, 1973 et 1981, les flambées des prix — conjoncturelles, suivies d'un retour à la normale — ont été équivalentes à celle de l'année 2008.
- 48 Le graphique suivant illustre cette évolution sur l'année 2008 :

RIZ THAÏ BRISURES 2008

- 49 On n'assiste donc pas à un rééquilibrage des prix, le nouveau cycle de Kondratiev en gestation ne verra pas un retour des prix des matières premières au niveau antérieur, le cycle se déroulera sur un palier des prix plus bas.

Des solutions pour maîtriser l'instabilité des recettes d'exportation

- 50 Vouloir lutter contre la pauvreté dans le monde, comme l'annonce la communauté internationale des bailleurs de fonds, implique de mettre en place des mécanismes qui favorisent le développement. Or, le développement ne peut être bâti qu'à partir d'un processus d'accumulation ne pouvant pas se faire à partir de prix qui baissent en permanence. Il est donc nécessaire de revoir les rapports de prix sur les marchés internationaux et de revaloriser le prix des matières premières.
- 51 Cette amélioration n'aurait d'ailleurs pas de grandes répercussions sur les prix aux consommateurs. Ainsi, en prenant par exemple le marché du café, il est aisé de démontrer qu'une hausse des cours de 1,5 €/kg, c'est-à-dire un doublement du prix à son arrivée en Europe, se traduirait par une hausse de 1 centime seulement au niveau de la tasse de café⁶, payée actuellement par le consommateur 2 € dans un débit de boissons. Cet effort demandé au consommateur passerait inaperçu.
- 52 À l'inverse, il faut considérer que lorsque les prix du café tombent en dessous d'un certain seuil, les répercussions peuvent se faire au détriment des consommateurs. En effet, la réponse des producteurs à un prix d'achat trop faible est l'arrachage des plants de café, ce qui induit des tensions sur le marché et une hausse des prix du café à un niveau élevé. Ce fait n'est pas ignoré des professionnels du café qui cherchent à connaître le seuil en dessous duquel il ne faut pas que le prix du café baisse pour ne pas se trouver en crise d'approvisionnement. Il est donc possible de trouver un consensus avec les acteurs professionnels sur une stabilisation des prix, ce qui ne fera évidemment pas l'affaire des spéculateurs.
- 53 Des solutions ont été mises en place pour maîtriser l'instabilité des recettes d'exportation. Ainsi, la plupart des pays développés ont mis en place des « politiques agricoles » visant à garantir aux producteurs un prix minimum pour leurs produits, car aucune exploitation agricole ne résisterait aux variations de prix de grande ampleur,

dues aux aléas de la production et à la rigidité de la demande. Les solutions diverses mises en œuvre par les pays de l'OCDE (subventions à la production, restitutions, dégrèvements, paiements compensatoires...) se sont traduites par une subvention moyenne de 37 % du prix des produits agricoles.

- 54 En revanche, les pays du Tiers-Monde n'ont pas les moyens de subventionner leurs paysans. Aussi, dès les années 1930, des mécanismes de compensation ont été mis en place par les puissances coloniales de l'époque. La France a, ainsi, mis en place un régime de surpris qui préservait les producteurs des aléas du marché mondial. Les prix des matières premières exportées d'Afrique sur la France étaient 30 % plus élevés que les cours mondiaux. Cette mesure a été complétée par la mise en place de caisses de stabilisation permettant de sécuriser les revenus des paysans.
- 55 Mais la France en signant, en 1967, l'accord de Yaoundé, qui associait les ex-colonies françaises à la Communauté économique européenne, s'est vue dans l'obligation d'abandonner sa politique de surpris pour les matières premières en provenance d'Afrique. L'accord de Yaoundé prévoyait un système de protection qui s'est révélé moins avantageux : le STABEX⁷. Ce système avait pour objectif de compenser les effets perturbateurs des fluctuations des recettes d'exportation, mais était plafonné et donc insuffisant pour faire face aux fluctuations des recettes d'exportation.
- 56 Avec l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE, le système de protection s'est enrichi du Protocole Sucre. La communauté s'engageait à acheter à un prix garanti des quantités de sucre, à concurrence d'un contingent convenu. C'est ce mécanisme qui a le mieux répondu aux attentes des producteurs. Il a permis à l'Île Maurice d'accumuler pour investir dans le secteur industriel et progresser sur la voie du développement. Le mécanisme s'apparente à celui des prix *minima* garantis qui ont permis aux agricultures américaines et européennes de connaître le niveau de développement qu'elles ont atteint. La Communauté européenne, par le biais du Protocole Sucre, a ainsi subventionné l'agriculture mauricienne. Le problème était que cela ne concernait qu'un produit et un pays.
- 57 Peut-on généraliser ce dernier système ? Les défenseurs de la mondialisation repoussent cette suggestion, car ils estiment que cela coûterait trop cher à la communauté internationale et que ce ne serait pas souhaitable : cette aubaine serait confisquée par les dirigeants corrompus des pays qui en seraient bénéficiaires. Si l'argument de la corruption contre-productive paraît n'être qu'un prétexte pour ne pas intervenir, l'argument du coût trop élevé mérite d'être examiné : que coûterait une subvention généralisée aux produits primaires agricoles en provenance des pays en voie de développement ?
- 58 À partir de l'inventaire des principales exportations de matières d'origine agricole provenant de ces pays ne faisant pas l'objet d'un marché protégé, et du calcul des pertes qu'ont subies ces pays ces dernières années, sur la base de l'exemple de la Côte-d'Ivoire traité plus haut, le besoin de subvention s'élèverait au maximum à 46 milliards d'euros.
- 59 Cette somme peut paraître démesurée — elle représente un peu plus de la moitié du montant de l'APD s'élevant annuellement à 80 milliards d'euros —, il ne s'agit pourtant pas de réclamer plus, mais de procéder autrement.

MOYENNE DES PERTES ANNUELLES SUR LA PÉRIODE 1986/2006

Produits	Exports (en tonnes)	Prix moyen 1986/2006	Prix équitable	Pertes
Cacao	2 millions	1,41	3,15	3,5 milliards €
Café robusta	1,3 million	1,75	3,84	2,7 milliards €
Café arabica	3,3 millions	2,08	4,60	8,3 milliards €
Coton	3 millions	1,70	3,14	4,3 milliards €
Banane	3 millions	0,90	1,89	3,0 milliards €
Sucre	10 millions	0,40	0,85	4,5 milliards €
Huile palme	11 millions	0,65	1,37	7,9 milliards €
Hévéa	4 millions	1,70	3,60	7,6 milliards €
Riz	15 millions	0,27	0,57	4,5 milliards €

- 60 En fait, ce sont les rapports entre pays développés et pays du Tiers-Monde qui doivent faire l'objet d'un réexamen. D'un point de vue éthique, il paraît aberrant que, d'une part les pays développés sous-payent les produits en provenance des pays du Tiers-Monde et que, d'autre part, comme compensation, ils leur octroient une aide publique au développement, avec droit d'ingérence dans leurs affaires, ce que l'on appelle les conditionnalités ! Il serait plus décent de rémunérer les matières premières à leur juste prix, et en contrepartie de réduire l'aide publique au développement, dont on a pu voir le peu d'efficacité.
- 61 La mesure proposée n'est pas, non plus, la suppression de l'assistance technique au développement, mais une mutation dans la prise en charge de cette assistance technique. Recevant un prix équitable de leurs matières premières, les États pourraient s'adresser aux pays développés pour toute assistance au développement dont ils auraient besoin et payer eux-mêmes le coût de cette assistance. Cela leur donnerait les moyens de la contrôler et de choisir leur voie de développement.
- 62 La création de la zone franc, l'institution de caisses de stabilisation avec les surprix, l'organisation de filières intégrées avec les subventions aux facteurs de production qui ont été des réussites de l'aide, reposaient sur la notion de solidarité : « Le devoir des pays parvenus à un stade plus satisfaisant de faire bénéficier les autres de leur avance, pour les aider à se hisser, à leur tour, à un niveau plus élevé » (Sauvy 1961 : 9).
- 63 Il serait opportun de remettre en application ce principe de solidarité en rémunérant les matières premières à un juste prix et non en les laissant fluctuer au gré des spéculateurs. La notion de juste prix avec son corollaire, la stabilisation des prix, ne fait pas partie de la panoplie des nouveaux libéraux, qui pourtant acceptent la notion de revenu minimum dans les pays développés. Hors, dans les deux cas, il est bien question de rémunération du travail. Ce qui est bon pour les pays développés ne serait-il pas bon pour les pays sous-développés ?
- 64 Les États en voie de développement n'ayant pas les moyens de subventionner leurs produits agricoles, cette subvention généralisée devrait être assurée par les nations riches de la planète, dans le cadre de la proposition faite plus haut de remplacer pour partie l'aide au développement. Cette subvention devrait se faire par rapport à un prix de référence ajusté périodiquement, pour tenir compte des progrès de la productivité dans le secteur, avec une clé de répartition des bénéfices de ces progrès entre

producteurs et consommateurs ; et un contingentement par pays en fonction de la demande mondiale.

- 65 Ces suggestions n'ont rien d'iconoclaste, elles ne font que reprendre ce que J. M. Keynes (1942), en son temps, avait préconisé en proposant de créer trois institutions internationales, sous l'égide des Nations Unies, pour la période d'après guerre : le FMI, la Banque Mondiale et un « Fonds de stabilisation des matières premières » qui aurait lié la question de l'aide publique internationale à celle des échanges internationaux.
- 66 L'objectif était déjà de stabiliser le prix des matières premières qui font l'objet d'échanges internationaux, et de créer un stock de régulation pour couvrir les fluctuations de l'offre et de la demande sur le marché mondial. Le principe de cette proposition était de combiner la stabilisation des prix sur une courte période avec une politique des prix sur longue période qui ajusterait l'offre et la demande et permettrait une expansion régulière des productions.
- 67 Seules les deux premières institutions ont été créées, à l'époque. En revanche, la recommandation de créer un fonds de stabilisation des matières premières n'a pas été suivie d'effet. Il n'y avait pas d'urgence à l'époque, car les prix des matières premières étaient au plus haut, il en est autrement aujourd'hui.
-

BIBLIOGRAPHIE

KEYNES, J. M. 1942 « The International Control of Raw Materials », U.K. Treasury Memorandum (réimpression dans le *Journal of International Economics*, 4, 1974 : 299-315).

MALTHUS, T. R. 1798 *Essai sur le principe de population en tant qu'il influe sur le progrès de la société, avec des remarques sur les théories de M. Godwin, de M. de Condorcet et d'autres auteurs*, Londres (trad. par Éric Vilquin, Paris, INED, 1980).

SAMUELSON, P. 1964 *L'économie*, Paris, Armand Colin.

SAUVY, A. 1961 *Tiers-Monde, sous-développement et développement*, Paris, Ined-Puf.

ANNEXES

PRIX CAF DES MATIÈRES PREMIÈRES (KG/€ CONSTANTS 2007)

Années	Cacao	Café robusta	Coton
1948	5,78	4,39	6,33
1949	3,49	5,75	6,42
1950	5,79	8,28	8,67
1951	5,39	8,15	10,61
1952	4,87	7,14	6,53
1953	4,74	7,58	5,70
1954	8,08	9,75	5,88
1955	5,49	6,47	5,59
1956	3,81	5,35	4,82
1957	4,11	5,35	4,66
1958	6,83	6,74	5,39
1959	5,46	4,93	4,68
1960	4,24	4,43	4,68
1961	3,41	2,97	4,68
1962	3,06	3,12	4,36
1963	3,48	3,98	4,06
1964	3,13	4,90	3,94
1965	2,23	4,07	3,75
1966	3,00	4,30	3,51
1967	3,36	4,17	3,47
1968	3,84	4,03	3,60
1969	4,70	3,85	3,18
1970	3,64	4,93	3,39
1971	2,73	4,77	3,75
1972	2,82	4,42	3,49
1973	4,03	3,96	4,84
1974	5,29	4,43	4,80
1975	3,38	3,96	3,14
1976	5,62	7,78	4,64
1977	9,78	12,83	4,01
1978	7,37	7,11	3,41
1979	6,07	6,79	3,12
1980	4,20	5,29	3,32
1981	3,75	4,12	3,32
1982	3,46	4,91	3,17
1983	4,45	5,80	3,90
1984	5,38	6,88	4,02
1985	4,94	5,91	2,92
1986	3,43	3,45	1,77
1987	2,77	3,18	2,31
1988	2,14	2,84	1,90
1989	1,73	2,35	2,35
1990	1,51	1,41	2,11
1991	1,39	1,28	1,98
1992	1,16	1,01	1,36
1993	1,24	1,24	1,42
1994	1,49	2,79	1,85
1995	1,34	2,65	1,96
1996	1,38	1,75	1,70
1997	1,71	1,84	1,87
1998	1,77	1,95	1,56
1999	1,25	1,63	1,32
2000	1,13	1,14	1,63
2001	1,35	0,77	1,35
2002	2,09	0,78	1,20
2003	1,71	0,79	1,36
2004	1,34	0,68	1,18
2005	1,29	0,93	1,02
2006	1,13	1,22	1,04
2007	1,49	1,45	1,07
2008	1,74	1,56	1,06
2009	2,05	1,17	0,98
2010	2,38	1,21	1,41

NOTES

1. Cette expression de « juste prix » est rejetée par les économistes spécialistes des marchés de matières premières, qui estiment qu'il n'y a pas de juste prix en soi, mais seulement un prix du marché. Aussi, en référence aux idées à la mode, aurions-nous pu utiliser l'expression de « prix équitable » ou, peut-être encore mieux, celle de « prix éthiquable ».

2. CAF : Coût, Assurances, Fret. Le prix CAF correspond au prix payé par le destinataire au port d'arrivée, à la différence du prix FOB (*Free on Board*) qui est le prix de vente de l'exportateur au port de départ. Cet indicateur de moyenne des prix — du fait que les prix sont très volatiles au cours d'une même année et peuvent varier fortement d'une année à l'autre, ou qu'à l'intérieur des périodes définies des cycles de croissance et de fléchissement de trois à quatre ans peuvent être distingués — ne doit pas être confondu avec un prix moyen du produit. Il représente une tendance du niveau des prix à une période donnée.

3. Statistiques du Département de l'Agriculture des États-Unis d'Amérique (USDA) — Economic Research Service — 2001, Table B-97 — Farm Income 1945- 2001 ; voir, *Economic Report of the President Transmitted to the Congress*, feb. 2002, Washington, p. 432.

4. J. M. Consultants, « La compétitivité du coton dans le monde », Ministère français de la Coopération, 1995.

5. Selon MALTHUS (1798) la population croît selon une progression géométrique, tandis que les subsistances croissent selon une progression arithmétique.

6. Avec 1 kg de café, il est possible de préparer 150 tasses de café.
 7. Système de stabilisation des recettes d'exportation.
-

RÉSUMÉS

Résumé

L'insuffisance des recettes des États d'Afrique au sud du Sahara ne leur permet pas de consacrer une partie de leur budget à l'investissement. Cette insuffisance de recettes est liée au niveau très bas des prix de leurs exportations agricoles, alors que les économies africaines devraient pouvoir tirer des ressources suffisantes pour leur croissance si les prix des matières premières étaient réévalués. Une observation des prix des matières premières sur longue période permet de montrer qu'ils ont subi une forte dégradation ces dernières années et que celle-ci a été l'une des causes majeures de la crise économique en Afrique subsaharienne. Plutôt que d'octroyer une aide au développement qui se révèle le plus souvent inefficace, la communauté internationale ferait mieux de payer les matières premières à un prix plus élevé.

Abstract

Lack of revenues in sub-Saharan Africa states doesn't allow them to devote a portion of their budget to investment. This lack of revenues is linked to very low agricultural exports prices, whereas the African economies are expected to draw sufficient resources for growth if commodity prices are re-evaluated. Observation of raw material prices on a long period shows that commodity prices have been severely degraded these latest years and this degradation has been one of the major causes of the economic crisis in sub-Saharan Africa. Rather than grant aid for development which often proves ineffective, the international community would better pay the raw materials at a higher price.

INDEX

Mots-clés : aide publique au développement, croissance, marché mondial, politique agricole, prix des matières premières, stabilisation des prix, termes de l'échange

Keywords : Public Aid for Development, Growth, Global Market, Agricultural Policy, Raw Materials Prices, Price Stabilization, Terms of Trade

AUTEUR

CLAUDE FREUD

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), Montpellier.